

Développement local

Quand demain se réfléchit et se construit à Laval... Des « agricultures pour des territoires vivants »

Du 24 au 26 août 2012, le lycée agricole de Laval a accueilli les premières rencontres nationales des « agricultures pour des territoires vivants ». Ces rencontres, mises en place par des organisations rurales, la Confédération paysanne et des associations proches, ont été l'occasion de faire un état des lieux à la fois social, territorial, environnemental et économique de l'agriculture française d'aujourd'hui, mais aussi de réfléchir sur l'avenir. Le point de vue des organisateurs est ouvertement orienté vers l'agriculture paysanne, « *la souveraineté alimentaire des peuples et la défense de l'autonomie des paysans* ». Ces rencontres ont également donné la parole à des spécialistes du monde rural et des responsables politiques sur différents sujets liés à l'agriculture.

Entre tables rondes et allocutions, l'événement a laissé de la place aux participants avec l'organisation d'ateliers sur des thèmes aussi divers et essentiels que les politiques énergétiques, alimentaires, budgétaires, ou le développement territorial.

Au-delà de la diversité des thèmes, ces ateliers ont permis d'aborder les différents enjeux touchés par ces sujets à différentes échelles : gestion énergétique de la ferme ou réduction

du transport des produits agricoles entre continents, collaboration entre paysans face au marché ou spéculation internationale, vie du territoire local, politique agricole nationale, Politique agricole commune (Pac) européenne. Les responsables politiques intervenant lors de ces rencontres, parmi lesquels Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, ont représenté ces différentes échelles de réflexion. Des responsables locaux, nationaux et européens étaient en effet présents.

Les structures organisatrices ont laissé le soin à Bertrand Hervieu, agronome et spécialiste du monde rural, d'ouvrir en quelque sorte les débats. Dès le vendredi, son intervention a permis de réaliser un retour historique et un état des lieux des agricultures d'aujourd'hui au niveau mondial (cf. ci-après).

Si des intervenants de qualité et des personnalités politiques importantes étaient présents, ces rencontres n'en étaient pas moins considérées par les organisateurs comme des « *journées d'échanges et de travail* ». Ainsi, le dimanche matin a été consacré à un bilan de chacun des ateliers et à des propositions formulées dans un « appel de Laval ».

La conquête de la souveraineté alimentaire devrait donc s'effectuer, selon les participants, à l'échelle européenne et des autres grandes régions selon un principe de protectionnisme coopératif. L'arrêt de la production d'agro-carburants ou une interdiction de la spéculation, dont il est difficile de comprendre le mécanisme juridique, font aussi partie des propositions qu'un réseau d'associations impliquées vont maintenant s'employer à défendre.

Sur le problème de l'accès au foncier, les participants ont préconisé l'endiguement de l'« artificialisation » des terres (70 000 hectares par an), notamment en privilégiant la densification des constructions et en taxant les terres consacrées aux loisirs. Ils ont également exprimé leurs attentes pour des modifications dans le fonctionnement des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), très critiquées pendant ces rencontres.

En ce qui concerne la politique européenne, elle est aussi remise en question pour la distribution de ses aides. Une action choc pourrait être un procès intenté pour distribution de droits à paiement unique (DPU), partie des aides de la Pac indé-



1ÈRES RENCONTRES NATIONALES
DES AGRICULTURES
POUR DES TERRITOIRES VIVANTS



Buvette bio de produits locaux entre tables rondes et ateliers (source : Campagnes solidaires).

pendantes de la production de l'exploitation, à un secteur qui n'en a pas besoin, en l'occurrence les céréaliers, ou plutôt les « gros céréaliers ». Enfin, les participants aux ateliers aimeraient voir les paysans être plus pris en compte pour participer à deux domaines des politiques publiques aux niveaux national et européen : l'aide alimentaire et la transition énergétique.

Bertrand Hervieu : pas de diminution de la paysannerie dans le monde

Bertrand Hervieu, docteur en sociologie, agronome, a été sollicité à différentes reprises par des gouvernements en tant que conseiller sur les questions agricoles. L'agronome a voulu rétablir quelques vérités parfois mises à mal. En effet, il a rappelé que si les situations sont très différentes autour du globe, il n'y a ni diminution de la paysannerie, ni homogénéisation des agricultures dans le monde. Il a également montré qu'on ne peut plus penser le problème alimentaire mondial en simples termes de production compte tenu du fait que la malnutrition est parfois répandue dans des pays eux-mêmes fortement ruraux.

Quant à la situation française, Bertrand Hervieu a distingué différents territoires en crise. Ainsi, les espaces ruraux du Nord et de l'Est sont dominés par des populations ouvrières elles-mêmes en crise, alors que le grand Massif central fait face au vieillissement et à un fort problème de relève. Enfin, le modèle rural français et européen reste principalement familial, même si depuis la crise de 2008, les investissements sur les firmes agricoles financières ont explosé. Comme dernier élément et en apportant quelque peu de l'eau au moulin des organisateurs, Bertrand Hervieu a précisé qu'aujourd'hui, au niveau européen, 77 % de la population active agricole (11 500 000 exploitations) possèdent 21 % des terres (moins de 3,5 ha par exploitation).

En partant de ce dernier constat et de la séparation des agricultures entre les modèles de subsistance, familiaux et de firmes, l'agronome a mesuré la taille du défi qui est posé à la régulation des agricultures de l'échelle nationale à l'échelle internationale en passant par la Pac, initialement prévue pour répondre au besoin de développement d'une agriculture familiale et dont la distribution des subventions suscite de plus en plus de débats.

Stéphane Le Foll : de l'« artificialisation » des terres et de certaines contradictions...

La première journée a été riche en contenu : après l'intervention de Bertrand Hervieu, une table ronde a réuni des représentants des organisations participantes et le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll. Cette table ronde, qui a rapidement pris



L'amphithéâtre du lycée agricole de Laval a accueilli les participants de ces rencontres (source : Campagnes solidaires).

des allures de « questions au gouvernement », a d'ailleurs été précédée par une intervention extérieure prenant le ministre à partie sur le droit de vote aux élections pour les Chambres d'agriculture. Le ministre a répondu avoir l'intention de refondre les règles de représentation aux Chambres d'agriculture, mais pas avant les prochaines élections.

Par la suite, Stéphane Le Foll a mis en exergue ses points communs avec les convictions des participants. Selon lui, les objectifs du Grenelle 2 de l'environnement nécessitent de « réorganiser la production ». Les exploitants ont un rôle à jouer dans la transition énergétique, mais l'« artificialisation » des terres est à limiter : « *Le photovoltaïque, j'insiste : sur les toits, oui ; sur les terres, non* ». Les participants ont questionné le ministre sur le développement territorial rural. Partant de la nécessité de continuer à installer de jeunes exploitants et du constat qu'ils demandent des services de plus en plus urbains, Stéphane Le Foll a dit vouloir « *remettre les bourgs-centres au centre du débat sur le développement rural* ».

Sur la question budgétaire de la Pac, le ministre a rappelé son manque de marge de manœuvre au niveau européen, tout en restant flou sur les points de vue qu'il défendrait dans ce domaine. En fin d'intervention et alors que l'audience commençait à prendre part à la table ronde, faute sans doute de réponse a priori satisfaisante, un participant a remis Stéphane Le Foll face à ses déclarations sur l'« artificialisation » en lui rappelant le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, tandis qu'en commun, les éleveurs lui ont demandé des réponses concernant le problème auquel ils sont actuellement confrontés, celui de l'envolée des prix du grain suite aux sécheresses de cet été. Après même la fin de la table ronde, certains ont encore scandé : « *Des réponses pour les éleveurs !* ». Stéphane Le Foll, de son côté, a déclaré plus tard qu'il attendait « *des propositions concrètes* » de ces rencontres.